

LA UNE A LA VEILLE DES ELECTIONS MUNICIPALES

La France compte 34 875 communes au 1^{er} janvier 2026. Le chiffre reste inchangé depuis l'année précédente, car la loi interdit la création de communes nouvelles l'année avant les élections municipales. C'est donc autant de maires qui seront élus par leur conseil municipal à la suite du scrutin des 15 et 22 mars 2026. Au total ce sont 546 040 personnes qui seront élues pour intégrer le conseil municipal de leur commune. Quelle est la part des femmes parmi les maires de France ? Leur nombre reste faible parmi les sortants : elles étaient 6 913, soit 19,8 % du total. On est loin de la parité ! Autre phénomène marquant : les maires sont de plus en plus âgés. Le nombre de maires sortants âgés de moins de 40 ans au moment de leur élection en 2020 est de moins de 4 % . Il n'y avait ainsi, à la date de prise de fonction, qu'un maire de moins de 40 ans dans les villes de plus de 100 000 habitants. Ou plutôt une maire, celle de Strasbourg, Jeanne Barseghian, née en décembre 1980. Retrouvez [ici la carte d'identité des maires de 2020](#).

Qu'en est-il des intercommunalités ? Au 1^{er} janvier 2026, la France compte 1 252 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). C'est deux de moins que l'année précédente. C'est ainsi que, dans notre région, deux communautés d'agglomération ont fusionné en Moselle pour constituer la nouvelle CA [Thionville Fensch Agglo](#). Les élus de l'intercommunalité le deviennent par le moyen d'un suffrage universel direct, comme [le site des intercommunalités de France vous l'explique ici](#). Dans les communes de 1000 habitants et plus, les bulletins de vote indiqueront les candidats "fléchés" pour l'intercommunalité. Les élections "municipales" comptent donc double ! L'intercommunalité ([communautés de communes](#), [agglomérations](#), [métropoles](#)) porte des compétences centrales dans la vie quotidienne des Français.

[Retrouvez ici les données](#) de la Direction générale des collectivités locales, qui vous détaillent les principaux éléments de la carte intercommunale 2026.



ELECTIONS

Miscellanées

La période d'ouverture de dépôt des listes pour les élections municipales 2026 s'est terminée le 26 février à 18 heures. Les listes sont paritaires. La campagne officielle du 1^{er} tour s'ouvre le 2 mars pour se clore le 14 à 23h59. Ici en lien : [tout savoir avant de choisir votre maire](#). Retrouvez [ici le nouveau mode de scrutin](#) pour les communes de moins de 1000 habitants.

La plus grande commune de la région Grand Est est Strasbourg qui compte un peu plus de 290 000 habitants. Et la plus petite est... [ici](#).

Le saviez-vous ? Le village d'Ornes (Meuse) fait partie des villages français détruits durant la Première Guerre Mondiale. Contrairement à 6 communes voisines déclarées "mortes pour la France", quelques maisons furent reconstruites à l'emplacement du village qui compte aujourd'hui 5 habitants.

Les Français et leurs élus

Une [enquête en ligne](#), menée du 28 janvier au 5 février 2026, indique que la satisfaction domine chez les Français sur la gestion financière de leur commune. Sur un échantillon représentatif des personnes inscrites sur les listes électorales, 70% déclarent que le maire de leur commune a "fait un bon travail" au cours des six dernières années.

Selon [une enquête Ipsos](#), menée les 4 et 5 février 2026, le maire conserve une place singulière dans l'opinion des Français. Deux tiers d'entre eux déclarent lui faire confiance, un niveau nettement supérieur à celui accordé aux autres figures institutionnelles. Cette confiance repose sur la proximité et la connaissance concrète de l'action municipale. Pour autant, les attentes évoluent : si le scrutin restera largement déterminé par des enjeux locaux, la sécurité s'impose désormais comme la priorité majeure des électeurs.

Un statut de l' élu local

En France, exercer un mandat local consiste à servir l'intérêt général et n'est donc pas assimilable à un métier. Or, le rôle et les responsabilités des élus locaux vont croissants depuis la mise en œuvre de la décentralisation. La [loi du 22 décembre 2025](#) qui crée un statut de l' élu local fixe un cadre plus précis et plus protecteur pour les élus. [Lire l'article](#).

Les élections et les publics spécifiques

Accessibilité : le gouvernement a récemment mis à jour sa page dédiée à l'accessibilité des personnes en situation de handicap pour faciliter leur participation citoyenne. C'est [à lire ici](#).

Rappelons que depuis la loi du 23 mars 2019, les restrictions concernant le droit de vote des personnes protégées ont été abolies. Même placées sous une mesure de sauvegarde de justice, de curatelle ou de tutelle, elles conservent pleinement leur droit de participer aux scrutins électoraux.

Le vote des détenus : la loi du 18 juillet 2025 entre en vigueur pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Les personnes détenues qui n'ont pas été déchues de leurs droits civiques peuvent exercer leur droit de vote. Différents dispositifs sont mis à leur disposition pour le faire. [Lire sur le site Service Public](#).

Plaidoyers et rapports

Pour des communes solidaires, partout et pour tous, [le collectif ALERTE publie un plaidoyer](#) à l'occasion des élections municipales. Il propose des leviers concrets, réalistes et immédiatement mobilisables par les municipalités, dès la première année de mandat, sans réforme législative préalable.

Les propositions des 65 organisations du [Pacte du pouvoir de vivre](#) pour les élections municipales visent à répondre à l'urgence sociale et climatique. "Le temps des municipales est précieux parce que c'est là que se joue la vie des gens" (Christophe Robert, Fondation pour le logement des défavorisés).

Le Shift Project, think tank pour la décarbonation, publie [les résultats de la Grande Consultation des Maires et des élus municipaux](#). La transition énergétique et climatique est une préoccupation centrale pour les élus : sept maires ou élus sur dix en font une priorité pour leur prochain mandat. Lire [le questionnaire](#) de la phase quantitative, [le communiqué de presse](#). Retrouvez [le Shift sur sa chaîne YouTube](#), avec de nombreuses publications récentes.

La place de la voiture en ville reste [un sujet clivant pour les municipales](#), selon un sondage Afin d'aiguiller les futurs élus locaux dans la conduite de leur mandat, l'Union des transports publics et ferroviaires (UTPF) publie [huit recommandations](#) "pour répondre aux attentes des citoyens en matière de mobilité". Au menu, sûreté, tarification, circulation / verdissement des bus, urbanisme ou encore logistique. Le think-tank TDIE va analyser les programmes des candidats aux élections du bloc communal d'un échantillon de territoires représentatif de la diversité des situations territoriales et politiques sur leurs politiques de mobilité. Les enseignements sont attendus avant l'été. [Lire le document préparatoire](#) à l'étude. [Lire l'article](#).

Le réseau d'acteurs locaux *Amorce* propose dans un guide aux candidats et futurs élus [une vingtaine de mesures opérationnelles](#) dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des déchets et de la propreté qui peuvent être enclenchées dès le début du mandat.

De plus en plus fréquentes, les crises liées au dérèglement climatique fragilisent des personnes qui étaient déjà en difficulté et créent "de nouvelles précarités" et des "spirales de vulnérabilités" affectant toutes les dimensions de la vie. Dans [un rapport](#) donnant la parole à des personnes ayant vécu ces bouleversements, le Secours catholique-Caritas France formule des pistes concrètes pour mieux anticiper ces impacts multiples et protéger les plus vulnérables.

2,172 milliards d'euros. Tel serait le montant des retombées fiscales locales des énergies renouvelables, selon [une enquête de Colombus Consulting](#) conduite pour le Syndicat des énergies renouvelables (SER). Le premier bénéficiaire est le bloc communal, qui perçoit 77% de la somme.

Dans [un rapport consacré à la territorialisation de la planification écologique](#) présenté le 18 février 2026 devant la commission du développement durable, les députés Constance de Pélichy et Vincent Thiébaut plaident pour sortir d'une logique procédurale et documentaire afin de redonner aux territoires les moyens d'agir, tout en confiant au préfet de département un rôle de chef d'orchestre.

Le logement s'invite comme le convive encombrant du scrutin. Alors que la crise s'enkyste, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal) livre deux études qui dessinent un paysage politique paradoxal : des maires qui se sentent désarmés face à la crise, mais qui sont prêts à des mesures radicales sur les loyers, et une réalité électorale qui tord le cou aux vieilles lunes sur les risques de la construction. Pour en savoir plus, [le sondage](#), [l'étude](#). [Lire l'article](#).

La restauration scolaire s'invite elle aussi à la table du débat local. Selon une étude Ipsos réalisée pour le Syndicat national de la restauration collective (SNRC), 91% des Français estiment que les collectivités devraient disposer de moyens supplémentaires. Santé, justice sociale, soutien à l'agriculture locale... la cantine est au carrefour de nombreux enjeux et cristallise les attentes. [Lire l'article](#).

La campagne des municipales en cours confirme l'ampleur prise par l'IA générative. Les images générées par l'IA, associées aux réseaux sociaux, sont identifiées comme l'une des principales menaces aux processus démocratiques. Avec elles arrivent aussi les premiers débordements et contentieux. Et face au risque d'instrumentalisation par des acteurs étrangers, l'État a décidé de renforcer la coordination entre l'Arcom et Viginum. [Lire l'article](#).

Le Comité national olympique et sportif français et l'Union sport et cycle se sont adressés aux futurs élus. Pour tenir compte des fortes contraintes budgétaires actuelles, leurs propositions penchent vers une intervention accrue du secteur privé. Pour en savoir plus, [les propositions](#). [Lire l'article](#).

France Universités invite les candidates et candidats à placer l'enseignement supérieur et la recherche au cœur de leurs projets locaux. Dans un document publié le 6 février 2026, l'association formule [cinq propositions](#) destinées aux futurs exécutifs des communes.

Les intercommunalités sont désormais nombreuses à agir en faveur de la petite enfance, des personnes âgées, de la santé ou encore de l'accès aux droits, comme l'illustrent les résultats d'une enquête dévoilés le 10 février 2026. Avec l'accélération de la transition démographique, l'adaptation de l'offre à destination des personnes âgées (habitat, accompagnement...) est le premier enjeu cité pour ces prochaines années. Pour en savoir plus : [l'enquête](#). [Lire l'article](#).

Les élus nouvellement en fonction devront procéder à la désignation des membres siégeant au conseil d'administration des CCAS (centres communaux d'action sociale) ou des CIAS (centres intercommunaux d'action sociale). Il y a donc lieu de pourvoir au renouvellement des représentants familiaux. Contactez votre association familiale ou l'Udaf de votre département pour devenir représentant des familles au CCAS de votre commune (un CCAS est obligatoire pour les communes de plus de 1500 habitants).



SOLIDARITES

2026 : les 100 ans de l'Unccas

Fondée en 1926, [l'Union nationale des centres communaux d'action sociale \(Unccas\)](#) accompagne depuis un siècle les élus, les professionnels et les bénévoles engagés dans l'action sociale locale. Partout sur les territoires, les CCAS et CIAS jouent un rôle essentiel pour répondre aux besoins des habitants et faire vivre les solidarités de proximité. Un grand rendez-vous national viendra ponctuer cette année, les 12 et 13 octobre 2026 à la Maison de la Radio à Paris.

Prestations sociales : le nouvel algorithme de contrôle de la Cnaf

Pour la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) et les caisses d'allocations familiales (CAF), l'année 2026 a démarré avec la mise en service d'un nouvel algorithme d'appui aux contrôles, répondant au doux nom (sic) de [DMDE 2026](#) (DataMining Données Entrantes 2026). La Cnaf prend les devants des critiques en revendiquant une démarche de transparence, avec la publication du code source, la présentation détaillée de sa démarche ainsi que des "garanties éthiques" (comité éthique, [charte](#)). Voir [le dossier de presse de la Cnaf](#). [Lire l'article](#).

Allocations familiales

Les infox et les rumeurs sur les aides versées par la Caisse d'allocations familiales (Caf) se multiplient sur les réseaux sociaux. L'organisme public alerte et sensibilise les allocataires sur les risques de la désinformation. 🙌 [C'est à lire ici](#).

Place des individus, pouvoir du collectif

À l'heure où le secteur lucratif prend de plus en plus d'ampleur dans le champ des solidarités, où les fractures territoriales et les replis ne cessent de se développer, la place des associations pour recréer du lien entre les individus et un sentiment d'appartenance collectif n'a jamais été aussi nécessaire. Le 36^e Congrès de l'Uniopss se veut donc un rendez-vous incontournable, pour mettre en valeur le pouvoir d'agir des acteurs des solidarités et de la santé, et pour préparer un avenir dans lequel l'humain et la solidarité demeurent au centre de tout. C'est à Paris, à la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette, que celui-ci se tiendra, les 31 mars et 1^{er} avril 2026. Le fil rouge du Congrès sera "Place de l'individu, pouvoir du collectif : à l'heure des choix, donnons de la force à notre société !" [En savoir plus](#). [Le programme](#).

Union Sociale se penche sur la prévention

Le dernier dossier d'*Union Sociale* s'intéresse à l'efficacité des politiques de prévention dans notre pays, alors que les défis à relever dans les années à venir sont de plus en plus nombreux. [Retrouvez le sommaire du numéro](#). [Accédez à l'édito du président de l'Uniopss, Daniel Goldberg](#). [Accédez librement au portrait de Stéphane Lenoir](#), directeur général de l'Uniopss [Retrouvez plusieurs articles dans la newsletter Union Sociale](#).

Budget des familles

Quatre Français sur dix (41 %) ont déclaré des découverts au cours des douze derniers mois dont 17 % tous les mois ou presque. Loin d'être un accident, le découvert bancaire est considéré par de nombreux ménages comme un mode de régulation des fins de mois, presque intégré à la gestion courante. Dans l'un de ses derniers baromètres, [l'Obsoco](#) (Observatoire société et consommation) révèle la manière dont les ménages utilisent le découvert bancaire dans leur gestion budgétaire. L'Obsoco rappelle à ce titre que l'ordonnance du 3 septembre 2025, qui transpose la directive européenne sur le crédit à la consommation (dite "DCC2"), entrera en vigueur en novembre 2026. L'Observatoire craint que le découvert bancaire devienne plus compliqué d'accès pour les plus fragiles. [Lire l'article](#). [Lire la position de l'Unaf](#).

Solitude : un tiers de la population en situation d'isolement

En additionnant les personnes isolées et celles dont la sociabilité se limite à un seul réseau, près d'un tiers de la population (32%) se trouve aujourd'hui en situation d'isolement ou presque, selon la nouvelle édition 2025 de [l'étude Solitudes](#) du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc).

L'isolement désigne une situation dans laquelle une personne est physiquement éloignée des autres et dispose de très peu de liens dans différentes sphères de sa vie sociale : famille, amis, collègues, voisinage ou associations.

La solitude correspond à un ressenti subjectif de manque ou d'insatisfaction dans les relations sociales. Elle ne coïncide pas forcément avec l'isolement : une personne peut être isolée sans se sentir seule. Le taux d'isolement est plus élevé dans les campagnes mais le sentiment de solitude est plus fort en ville. [Lire l'article](#).

Bien vieillir face à la perte d'autonomie

Comment accompagner au mieux les personnes âgées en perte d'autonomie dans une société qui vieillit ? Quels lieux de vie, quelles réponses publiques ? Pour comprendre les défis posés par le vieillissement de la population et la perte d'autonomie, Julien Emmanuelli, inspecteur général des affaires sociales, revient, dans [un podcast](#), sur les principaux enseignements du rapport "[Lieux de vie et accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie](#)".

Haut conseil du travail social (HCTS) : l'Anas suspend sa participation

En dix ans, le travail social est en train de devenir l'un des secteurs les plus documentés de l'action publique... et l'un des moins transformés. Les rapports se succèdent, les titres se durcissent, les mots sont de plus en plus alarmistes, mais le quotidien des équipes, lui, change peu. L'Association nationale des assistants de service social (Anas) fait le constat d'une dégradation des conditions de travail du HCTS et déplore le désengagement de la Direction générale de la cohésion sociale. "Après la remise du [Livre blanc](#) du travail social en décembre 2023, le HCTS a poursuivi son activité sans que les propositions formulées ne trouvent de traduction politique", explique l'association qui, pour toutes ces raisons, suspend sa participation. [Lire l'article](#)



SANTE

Qualité des soins dans le Grand Est : paroles d'usagers

Depuis plus d'un an, le groupe de travail "Améliorer l'accès à des soins de qualité" de France Assos Santé Grand Est mène un travail approfondi pour mieux comprendre les représentations des citoyens, identifier les obstacles rencontrés et analyser leur expérience d'accès aux soins. Pour partager ces enseignements, les membres du groupe ont organisé, le 13 février 2026, un webinaire ([replay en lien](#)) dédié à la présentation de leurs travaux et de leurs résultats. [Lire l'article](#). Télécharger [le rapport d'enquête](#).

Des associations de pair-aidants

Un Français sur quatre souffrira d'un trouble psychique au cours de sa vie. C'est le poste de dépense le plus important de l'assurance maladie... L'association bas-rhinoise Jeff regroupe des personnes concernées de près ou de loin par la maladie psychique. Les membres sont issus pour une part du [Groupe d'Entraide Mutuelle AUBE](#). [L'association Jeff](#) s'inscrit dans une démarche de pair-aidance.

[Typik'Atypik54](#) est une association qui s'adresse à toutes les personnes confrontées à la neurodiversité, à savoir les troubles du neurodéveloppement tels que le TDAH (Trouble du Déficit de l'Attention avec ou sans Hyperactivité), le TSA (Trouble du Spectre de l'Autisme) ou les troubles DYS. Indépendante, l'association a été créée en mars 2024 sur le secteur de Pont-à-Mousson.

La Maison de la Santé Mentale à Strasbourg

La [Maison de la Santé Mentale](#), située au cœur de Strasbourg, est un espace citoyen dédié à la prévention, à la sensibilisation et au dialogue autour des troubles psychiques. Ce projet inédit en France a été soutenu par la Fondation de France Grand Est et les collectivités locales.

"Scandale sanitaire"

Une enquête judiciaire a été ouverte à Nancy pour déterminer les causes de la pollution aux PFAS (ou "polluants éternels") dans l'eau du robinet de quatre villages de la Meuse. L'[Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique](#) (OCLAESP) et l'[Office français de la biodiversité](#) de la Meuse travaillent en cosaisine sur le dossier. Le "scandale sanitaire" pourrait concerner [au moins 44 communes de la Meuse et des Ardennes](#). Une plainte a été déposée pour une contamination similaire dans trois communes des Vosges. [Lire l'article](#).



CONSOMMATION

Loi Duplomb : pour la CSF, c'est toujours non !

La Confédération Syndicale des Familles (La CSF) dénonce la nouvelle proposition de loi déposée par le sénateur Laurent Duplomb visant à réintroduire deux insecticides de la famille des néonicotinoïdes – l'acétamipride et le flupyradifurone – pourtant interdits en France en raison de leurs effets dévastateurs sur la biodiversité et leurs risques pour la santé humaine. [Lire l'article](#).

Les pommes massivement contaminées aux pesticides

Une série d'analyses réalisées par la coordination européenne d'ONG environnementales, PAN Europe, sur 59 échantillons de pommes prélevées dans 13 pays d'Europe révèle que 85 % d'entre elles étaient contaminées par des cocktails de pesticides. [Lire l'article](#).

Salon de l'Agriculture

Alors que se tient jusqu'au 1^{er} mars 2026 à Paris le Salon de l'agriculture, sans vaches ni volailles pour des raisons sanitaires, les enjeux de la souveraineté alimentaire du pays, de la viabilité économique des exploitations, de la qualité des produits proposés aux consommateurs, de l'adaptation aux changements climatiques, du respect de la biodiversité restent prégnants pour le monde agricole et pour la société tout entière. Le site The Conversation s'est intéressé aux raisons de [la mobilisation agricole en Europe](#) expliquées par les agriculteurs eux-mêmes.

L'Institut national de la consommation supprimé

Le budget 2026 entérine la dissolution de l'[Institut national de la consommation](#) (INC), un établissement public créé en 1966 pour informer les consommateurs, notamment par le biais de son magazine, *60 millions de consommateurs*. Les missions d'information et de soutien aux associations de défense du consommateur, assumées jusqu'ici par l'INC, ne seront pas reprises par les services de l'Etat compétents sur le sujet (comme la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes). C'est l'INC qui, entre autres, a révélé les scandales de la sauce tomate "made in Italy" fabriquée en Chine, des protections périodiques contenant des pesticides, des poupées pédopornographiques découvertes sur le site Shein.

La France a un budget... et un gouvernement "remanié"

C'est l'épilogue d'un feuilleton qui aura duré de longs mois. Le budget de l'État pour 2026 a été [publié au Journal officiel](#) le 19 février 2026, dans la foulée de [la Décision du Conseil Constitutionnel](#). Le [remaniement ministériel](#) a suivi en deux temps, les 22 et 26 février 2026.



JUSTICE

Un appel au respect de l'Etat de droit

Le premier devoir d'un juge est "d'appliquer la loi et de l'appliquer de la même manière à tous. Depuis plus de 200 ans, la Cour de cassation est là pour y veiller" (Christophe Soulard). L'audience de rentrée 2026 de la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire a été l'occasion, lors de l'[allocution](#) de son Premier président, de faire part de ses préoccupations face aux attaques qui mettent en cause le bien-fondé des décisions de justice. [Lire l'article](#).

Sachez-le !

Les Français sollicitent de plus en plus l'Etat de droit. Nos concitoyens ont ainsi recours à la justice administrative en général et au Conseil d'Etat en particulier. Sur la seule année 2025, le nombre de référés (recours accélérés) devant les tribunaux administratifs a augmenté de 30 %.

Bon à savoir : Une administration a pris une décision qui vous est défavorable ? Avant d'aller en justice, vous pouvez demander à l'administration de revoir sa position en faisant un recours administratif. Parfois, le recours administratif est obligatoire avant de saisir le juge. Il s'agit alors d'un recours administratif préalable obligatoire (Rapo). [Voici les règles à connaître](#).

L'Inspection générale de la Justice fait vivre l'État de droit

Depuis 2016, l'Inspection générale de la Justice exerce une mission permanente d'inspection, de contrôle, d'étude et de conseil sur l'ensemble des organismes et établissements du ministère de la Justice et des juridictions de l'ordre judiciaire. Ces inspecteurs se déplacent sur sites suite à un dysfonctionnement grave ou afin d'apporter un éclairage au garde des Sceaux et proposer des recommandations. Jean-Christophe Brihat présente pour *Actu-Juridique* cette institution peu connue du grand public. [Explications](#).

Quelles sont les caractéristiques d'un État de droit ?

Dans sa définition formelle, la notion d'État de droit s'oppose à celle de pouvoir arbitraire. Elle suppose que le pouvoir politique est soumis à des règles de droit hiérarchisées. Pour contrôler que l'État respecte le droit, une séparation des pouvoirs est nécessaire. C'est le pouvoir judiciaire, indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, il veille au respect de la prééminence du droit. L'État de droit suppose l'existence de juridictions indépendantes. [Précisions](#).

"L'État de droit, c'est l'oxygène de la démocratie qui garantit que nous puissions tous ensemble respirer l'air de la liberté", [déclare Richard Ferrand](#), président du Conseil Constitutionnel. Le rôle de cette institution est de vérifier la conformité des lois avec la Constitution. C'est ainsi qu'en 2025, elle a en partie censuré un texte sur la justice des mineurs ou la fameuse loi Duplomb. Sans oublier sa mission de préparer la présidentielle 2027 en étant le garant impartial du bon déroulement du scrutin.

Le Conseil de l'Europe met à jour la liste des critères de l'État de droit

Le Conseil de l'Europe, a récemment mis à jour la liste des critères permettant d'évaluer l'État de droit dans un pays donné. Cette version actualisée prend notamment en compte l'impact des mutations technologiques et l'influence croissante des acteurs du secteur privé. [Détails](#).

La république des droits

Nommée Défenseure des droits en 2020 pour un mandat qui se termine en juillet 2026, Claire Hédon présente dans l'essai [La république des droits](#) le travail des agents et délégués de l'institution pour protéger les droits de chacun. "Ce qui fait la force d'une démocratie, c'est l'effectivité des droits", souligne-t-elle, alors que se multiplient des dérapages inquiétants. "L'égalité dignité, c'est ce qui nous différencie des dictatures".



EMPLOI

Les discriminations sont en hausse

Le [18^e baromètre du Défenseur des droits sur la perception des discriminations dans l'emploi](#) révèle une augmentation des cas entre 2016 et 2024, tant dans la phase de recrutement que dans le déroulement de carrière. Il formule plusieurs recommandations à destination des entreprises, face à la rareté des recours de victimes. Le 10 février 2026, le Défenseur des droits a publié [une étude sur les trajectoires et expériences professionnelles](#) des descendants d'immigrés diplômés de l'enseignement supérieur, qui met en évidence des situations de déclassement professionnel, mais aussi de discriminations, racisme et sexisme ressentis à différents moments de leur parcours.

Localement, les associations et les institutions ont travaillé avec la Ville de Nancy, accompagnée par l'ORIV (Observatoire régional de l'intégration et de la ville), pour élaborer un [guide des acteurs de la lutte contre les discriminations](#). Cette publication a été réalisée dans le cadre du Plan territorial de lutte contre les discriminations.

L'inclusion, un principe directeur

Le CESE propose de faire de l'inclusion économique un principe directeur, en réorientant l'action publique et en engageant les entreprises dans une transformation durable du marché du travail. L'objectif est de sécuriser les trajectoires professionnelles, renforcer l'effectivité des droits, valoriser les compétences et intégrer pleinement la qualité de l'emploi dans les indicateurs économiques et sociaux. Lire [l'avis du CESE](#) adopté le 24 février 2026.

Derrière les chiffres

Loin d'être une simple affaire de chiffres réservée aux experts, la gestion de l'argent public est le miroir de nos priorités collectives. Alors que la France fait face à des défis budgétaires historiques, le CESE publie une analyse de controverses pour éclairer le débat public et permettre à chaque citoyen de s'emparer de ces enjeux cruciaux. Lire [l'étude du CESE](#) (25 février 2026).



EDUCATION

Agir face au harcèlement

Les relations sociales se construisent dès le plus jeune âge. Lorsqu'elles se déséquilibrent ou deviennent sources de souffrance, elles interrogent les équipes éducatives et périscolaires sur leur rôle et leur capacité à agir. [L'article en lien](#) aide à explorer ce que révèle la recherche et propose des repères pratiques pour agir.

Les ambassadeurs anti-harcèlement du collège Emile Gallé d'Essey-lès-Nancy, en collaboration avec la prévention spécialisée et Alexandre Jeremus, acteur et coach en développement, ont réalisé un film pour lutter contre les clichés et le harcèlement. Pendant 3 mois, ils ont créé des scènes et ont découvert les bases de l'acting. [Le clip](#). [Le reportage](#).

S'ennuyer pour apprendre

Selon une [enquête Ifop pour la Fondation de l'Enfance](#), 66 % des parents d'enfants âgés de 8 à 15 ans utilisent les écrans pour les occuper. Pourtant, l'ennui joue un rôle essentiel dans leur construction. L'enfant a besoin de temps : du temps pour rêver, imaginer, explorer. L'enfant, pour se développer, a besoin aussi de zones de paix et de calme qui lui permettent d'être créatif, d'élaborer des choses, de rater, de faire des essais sans associer son exploration à une quelconque performance ou note. [Lire l'article](#).

Assemblées citoyennes des rythmes de vie de l'enfant et des familles

L'Udaf du Bas-Rhin, avec ses associations familiales membres, organise des assemblées citoyennes permettant d'échanger sur : les parents et l'école, l'organisation familiale, la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, les enfants et les écrans... Après Lipsheim le 28 février, la prochaine est programmée à Ostwald le 7 mars 2026.

Éducation prioritaire

Une [étude](#) du ministère de l'Education nationale mesure les écarts de performances entre les élèves des classes élémentaires en réseau d'éducation prioritaire et en réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP et REP+) par rapport aux autres élèves. Les effets du renforcement sont surtout positifs dans les petites classes (CP, CE1). [Lire l'article](#).

Parcours scolaire, diplôme, parentalité...

Le Haut-commissariat à la Stratégie analyse les mécanismes de "[la pauvreté en héritage](#)". La pauvreté sévère à l'entrée au collège laisse une "empreinte" sur la situation des jeunes adultes qui l'ont connue : ils sont moins diplômés, plus souvent déjà parents et en situation de décrochage vis-à-vis de la formation et de l'emploi. Souvent davantage diplômées que les hommes, les jeunes femmes sont encore plus fragilisées, en partie du fait de la parentalité. [Lire l'article](#).

Réussite scolaire des enfants protégés

Une [circulaire](#) du 11 février 2026 décline les modalités d'accompagnement spécifiques des enfants de l'*Aide sociale à l'enfance*, attendues tant au niveau départemental – coordination avec les acteurs notamment – qu'au niveau de chaque établissement – contribution au projet.

"Refonder la protection de l'enfance"

Le 10 février 2026, le gouvernement annonçait la création d'un "comité stratégique pour la refondation de la politique de protection de l'enfance", avec la volonté d'une forte mobilisation interministérielle ([communiqué](#)). Un [comité stratégique](#) est constitué, comptant notamment parmi ses membres des élus de la région (Laure Miller, députée de la Marne, Frédéric Bierry, président de la Collectivité européenne d'Alsace). Pourtant, le 18 février, la fédération des associations de protection de l'enfance (Cnape) alerte, s'étonnant de ne pas voir figurer dans la [liste des douze projets de loi du gouvernement](#) jusqu'en juillet prochain le texte sur la protection de l'enfance.

Les instituts médico-éducatifs au défi de la transformation de l'offre (IME)

Acteurs incontournables depuis des décennies dans l'accompagnement des enfants et adolescents en situation de handicap, les instituts médico-éducatifs (IME) sont aujourd'hui confrontés à des défis majeurs d'inclusion sociale et scolaire (tensions capacitaires, hausse et diversification des besoins...). Dans un rapport, l'Inspection générale des affaires sociales dresse un état des lieux des IME et propose des leviers pour assurer une ouverture effective vers le milieu ordinaire sur tout le territoire. [Lire le rapport](#). [Lire les annexes](#). [Lire l'article](#).

POLITIQUE FAMILIALE

✓ Le 10 février 2026, s'est tenue la séance d'[installation du nouveau CA de la](#) Cnaf. Frédéric Romain, représentant de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), a été élu nouveau président du CA de la Cnaf à l'unanimité. L'Unaf sera force de propositions pour développer une politique familiale ambitieuse et moderne au service des familles. Le chef de file de la délégation Unaf est toujours Jacques Buisson (Strasbourg).

✓ La mission d'information de l'Assemblée nationale sur la baisse de la natalité appelle à refonder la politique familiale autour d'un objectif : lever les freins à la "concrétisation du désir d'enfant". [Lire l'article](#).

✓ La [Semaine nationale de la protection juridique des majeurs 2026](#), organisée par l'Interfédération Unaf, Fnaf et Unapei, se déroulera du 2 au 8 mars 2026. Le service PJM du 4, quai Charles Altorffer à Strasbourg (Udaf 67) fera portes ouvertes le 4 mars après-midi à cette occasion.

L'Unaf, les Udaf et Uraf, unis pour les familles